

20° Lennik ;

40° Léau.

E) province de Flandre occidentale

1° Alveringem ;

6° Courtrai ;

2° Bruges ;

7° Ostende ;

3° La Panne ;

8° Roulers ;

4° Knokke-Heist ;

9° Furnes.

5° Koksijde ;

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 31 mai 2018 modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 13 juin 2012 fixant le système de vote numérique à utiliser lors des élections locales et provinciales et portant désignation des communes pouvant utiliser ce système de vote numérique.

Bruxelles, le 31 mai 2018.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,  
du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203199]

#### 7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant l'octroi d'une subvention aux entreprises en compensation des coûts des émissions indirectes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, l'article 9;

Vu le rapport du 9 juin 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2018;

Vu la décision de la Commission européenne du 16 mars 2018 approuvant l'aide aux entreprises en compensation des coûts des émissions indirectes en application des lignes directrices relatives au SEQE;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 23 avril 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

Considérant la communication de la Commission établissant des lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012, 2012/C 158/04 du 5 juin 2012;

Considérant le Plan Marshall 4.0, l'axe IV, point 3.5. « Mettre en œuvre les mécanismes de compensation des surcoûts du système d'échange des quotas de gaz à effet de serre (GES) pour protéger la compétitivité des entreprises »;

Sur proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° les « lignes directrices » : la communication de la Commission « Lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012, 2012/C 158/04 du 5 juin 2012 »;

2° le « Ministre » : le Ministre de l'Économie;

3° l'« Administration » : la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche;

4° l'« entreprise » : la petite ou moyenne entreprise dont les critères de définition sont ceux visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ainsi que la grande entreprise, entendue comme étant une société énumérée à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique ne correspondant pas aux critères de définition des petites et moyennes entreprises visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

5° l'« unité d'établissement » : l'unité d'établissement telle que définie à l'article I.2, 16°, du Code de droit économique;

6° l'« installation » : l'unité technique fixe, dans l'unité d'établissement, au sein de laquelle sont fabriqués un ou plusieurs produits relevant des secteurs et sous-secteurs énumérés à l'annexe II des lignes directrices;

7° les « coûts des émissions indirectes » : hausses des coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur les prix de l'électricité;

8° l'« accord de branche » : convention environnementale au sens de l'article D.82 du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique;

9° le « vérificateur » : l'organisme accrédité en Belgique et en dehors de la Belgique, conformément à la norme EN/ISO 14065 et au Règlement (UE) n° 600/2012 de la Commission du 21 juin 2012 concernant la vérification des déclarations d'émission de gaz à effet de serre et des déclarations relatives aux tonnes-kilomètres et l'accréditation des vérificateurs conformément à la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, ou l'organisme qui dispose d'un agrément complémentaire tel que prévu à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

10° le « rapport de validation » : un rapport effectué par un vérificateur et dans lequel les données fournies par l'entreprise sont analysées afin de déterminer s'il peut être indiqué avec un degré de certitude raisonnable que celles-ci sont exemptes d'inexactitudes significatives.

**Art. 2.** La présente subvention, ci-après dénommée aide, peut être octroyée annuellement, conformément aux lignes directrices, à l'entreprise, pour une ou plusieurs de ses installations ou sous-installations, pour compenser les coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur les prix de l'électricité et qui sont encourus de 2017 à 2019 inclus.

L'aide porte uniquement sur la partie des coûts des émissions indirectes liés à des contrats de fourniture d'électricité mentionnant explicitement que ceux-ci comportent des coûts de CO<sub>2</sub>.

**Art. 3.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une aide, conformément aux lignes directrices, à l'entreprise qui :

1° atteste par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

2° exploite une installation en Région wallonne;

3° fournit un rapport de validation;

4° n'a pas fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché intérieur;

5° s'engage dans une démarche d'efficacité énergétique, soit en s'inscrivant dans un accord de branche, soit en prouvant son engagement dans cette démarche par tous documents utiles.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'entreprise peut, le cas échéant, être invitée par l'Administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation.

Les coûts liés au rapport de validation, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, sont supportés par l'entreprise.

**Art. 4.** Le calcul du montant maximal de l'aide est réalisé conformément à la section 3.1. des lignes directrices.

L'aide est calculée par installation. Chaque installation avec des coûts des émissions indirectes admissibles est subdivisée en une ou plusieurs sous-installations suivantes :

1° sous-installation pour laquelle un référentiel d'efficacité pour la consommation d'électricité est applicable au produit fabriqué au sens de l'annexe III des lignes directrices;

2° sous-installation pour laquelle le référentiel d'efficacité de repli pour la consommation d'électricité est applicable au produit fabriqué.

L'aide totale concernant une installation est la somme des montants des aides par sous-installation concernée.

Le montant de l'aide est pondéré annuellement par le Ministre, en fonction du montant total des demandes éligibles par rapport au budget alloué pour la présente aide.

**Art. 5.** L'intensité de l'aide est fixée par année civile dans laquelle les coûts visés à l'article 2 ont été encourus.

L'intensité est de 80 % pour les années 2017 et 2018.

L'intensité est de 75 % pour l'année 2019.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit une demande d'aide, en version électronique et en version papier, accompagnée du rapport de validation, conformément aux instructions, visées sur le site internet de l'Administration, et au plus tard le 31 mars de l'année civile suivant celle dans laquelle les coûts ont été encourus auprès de l'Administration.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise introduit une demande d'aide dans l'année civile 2018, dans les deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

La date d'envoi de la demande d'aide auprès de l'Administration fait foi pour déterminer la date d'introduction de la demande d'aide.

§ 2. L'Administration analyse l'éligibilité de la demande, et fixe le montant de l'aide.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué décide de l'octroi de l'aide sur la base d'une proposition de l'Administration.

L'aide est payée à l'entreprise au plus tard le 31 décembre de l'année civile suivant celle dans laquelle les coûts ont été encourus.

§ 3. Le montant de l'aide est imputé à charge de l'article de base 51.05 du programme 02 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 7.** En cas de délocalisation de l'entreprise hors de l'Union européenne et d'arrêt de l'activité, dont les coûts des émissions indirectes ont fait l'objet d'une aide, dans une période de cinq ans après le paiement de l'aide, l'entreprise rembourse celle-ci sauf si l'arrêt est la conséquence d'une interdiction de l'activité par les autorités.

Le recouvrement a uniquement lieu pour l'aide concernant l'activité arrêtée.

En cas de récupération de l'aide, le taux d'intérêt de référence européen pour le recouvrement des aides d'Etat indûment accordées est appliqué.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie,  
de l'Innovation et du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203199]

**7. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an Unternehmen zum Ausgleich der indirekten CO<sub>2</sub>-Kosten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9;

Aufgrund des Berichts vom 9. Juni 2017, aufgestellt in Übereinstimmung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 5. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. April 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 16. März 2018 zur Genehmigung der Beihilfen an Unternehmen zum Ausgleich der indirekten CO<sub>2</sub>-Kosten in Anwendung der EHS-Leitlinien;

Aufgrund des am 23. April 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der Richtlinie 2003/87/EG über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten;

In Erwägung der Mitteilung der Kommission zur Festlegung von Leitlinien für bestimmte Beihilfemaßnahmen im Zusammenhang mit dem System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten nach 2012, 2012/C 158/04 vom 5. Juni 2012;

In Erwägung des Marschallplans 4.0, Achse IV, Punkt 3.5. "Umsetzung der Mechanismen zum Ausgleich der Mehrkosten des Systems für den Handel mit Treibhausgasen (THG)-Emissionszertifikaten, um die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen zu schützen";

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Leitlinien": die Mitteilung der Kommission "Leitlinien für bestimmte Beihilfemaßnahmen im Zusammenhang mit dem System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten nach 2012, 2012/C 158/04 vom 5. Juni 2012";

2° "Minister": der Minister für Wirtschaft;

3° "Verwaltung": die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung ("Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche");

4° "Unternehmen": das kleine oder mittlere Unternehmen, dessen Bestimmungskriterien diejenigen sind, die in Art. 2 und 3 von Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags angeführt sind, sowie das Großunternehmen als Gesellschaft nach Artikel 2 § 2 des Gesellschaftsgesetzbuches oder als europäische wirtschaftliche Interessenvereinigung, die den in Art. 2 und 3 von Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags angeführten Bestimmungskriterien nicht entspricht;

5° "Niederlassungseinheit": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

6° "Anlage": die ortsfeste technische Einheit innerhalb der Niederlassungseinheit, in der ein oder mehrere Produkte hergestellt werden, die zu den in Anhang II zu den Leitlinien aufgeführten Sektoren bzw. Teilsektoren gehören;

7° "indirekte CO<sub>2</sub>-Kosten": Steigerung der mit den Treibhausgasemissionen verbundenen Kosten, die auf die Strompreise abgewälzt wird;

8° "Branchenvereinbarung": Umweltvereinbarung im Sinne von Artikel D.82 des Umweltgesetzbuches bezüglich der Verringerung der spezifischen Treibhausgasemissionen und der Verbesserung der Energieeffizienz;

9° "Prüfstelle": die nach der Norm EN/ISO 14065 und der Verordnung (EU) Nr. 600/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten und Tonnenkilometerberichten sowie die Akkreditierung von Prüfstellen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates innerhalb und außerhalb Belgiens akkreditierte Einrichtung bzw. die Einrichtung, die über eine ergänzende Zulassung nach Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") verfügt;

10° "Validierungsbericht": ein Bericht, der von einer Prüfstelle erstellt wird und in dem die vom Unternehmen gelieferten Daten analysiert werden, um herauszufinden, ob mit einem vernünftigen Sicherheitsgrad angegeben werden kann, dass diese frei von bedeutenden Unrichtigkeiten sind.

**Art. 2** - Der vorliegende Zuschuss, im Folgenden "Beihilfe" genannt, kann in Übereinstimmung mit den Leitlinien dem Unternehmen jedes Jahr für eine oder mehrere seiner Anlagen oder Teilanlagen gewährt werden, um die mit den Treibhausgasemissionen verbundenen Kosten, die auf die Strompreise abgewälzt werden und von 2017 bis 2019 einschließlich anfallen, auszugleichen.

Die Beihilfe bezieht sich ausschließlich auf den Teil der mit Stromlieferungsverträgen verbundenen indirekten CO<sub>2</sub>-Kosten, für die ausdrücklich angegeben wird, dass diese CO<sub>2</sub>-Kosten enthalten.

**Art. 3** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann in Übereinstimmung mit den Leitlinien eine Beihilfe an das Unternehmen gewähren, das:

1° durch eine eidesstattliche Erklärung des Unternehmensleiters bescheinigt, dass es den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und den steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen genügt, bzw. das sich verpflichtet, sich innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen;

2° eine Anlage in der wallonischen Region betreibt;

3° einen Validierungsbericht übermittelt;

4° nicht Gegenstand einer Rückforderungsanordnung ist nach einer Entscheidung der Europäischen Kommission, die bestimmte von ihm erhaltene Beihilfen für illegal und nicht mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt,

5° sich für die Energieeffizienz einsetzt, indem es entweder einer Branchenvereinbarung beiträgt oder durch alle relevanten Unterlagen den Nachweis seines Engagements in dieser Hinsicht erbringt.

Was Absatz 1 Ziffer 1 betrifft, kann das Unternehmen gegebenenfalls von der Verwaltung aufgefordert werden, die notwendigen Unterlagen und Belege vorzulegen, sobald die Akte nach Maßgabe der Regelung als zulässig anerkannt wird.

Die Kosten im Zusammenhang mit dem in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Validierungsbericht werden vom Unternehmen getragen.

**Art. 4** - Die Berechnung des Höchstbetrags der Beihilfe erfolgt nach Maßgabe von Abschnitt 3.1. der Leitlinien.

Die Beihilfe wird pro Anlage berechnet. Jede Anlage mit beihilfefähigen indirekten CO<sub>2</sub>-Kosten wird in eine oder mehrere der folgenden Teilanlagen unterteilt:

1° Teilanlage, für die auf das im Sinne von Anlage III der Leitlinien hergestellte Produkt eine Stromverbrauchseffizienzbenchmark anzuwenden ist;

2° Teilanlage, für die auf das hergestellte Produkt die Fallback-Stromverbrauchseffizienzbenchmark anzuwenden ist.

Die gesamte Beihilfeleistung für eine Anlage entspricht der Summe der jeweiligen Beihilfebeträge jeder betroffenen Teilanlage.

Der Betrag der Beihilfe wird jedes Jahr vom Minister auf der Grundlage des Gesamtbetrags der zulässigen Anträge im Verhältnis zu den der vorliegenden Beihilfe zugewiesenen Haushaltsmitteln gewichtet.

**Art. 5** - Die Beihilfeintensität wird für jedes Kalenderjahr festgesetzt, in dem die Kosten nach Artikel 2 anfallen.

Die Intensität entspricht 80 % für die Jahre 2017 und 2018.

Die Intensität entspricht 75 % für das Jahr 2019.

**Art. 6** - § 1. Das Unternehmen reicht einen Antrag auf Beihilfe in elektronischer und in gedruckter Form unter Beifügung des Validierungsberichts bei der Verwaltung ein, wie auf der Webseite der Verwaltung angewiesen, und dies spätestens am 31. März des Kalenderjahrs nach demjenigen, in dem die Kosten anfallen.

Abweichend von Absatz 1 reicht das Unternehmen einen Antrag auf Beihilfe im Kalenderjahr 2018 innerhalb von zwei Monaten ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* ein.

Zur Bestimmung des Datums, an dem der Antrag auf Beihilfe eingereicht wurde, ist das Datum der Sendung des Antrags auf Beihilfe an die Verwaltung maßgebend.

§ 2. Die Verwaltung analysiert die Zulässigkeit des Antrags und setzt den Betrag der Beihilfe fest.

Der Minister oder der beauftragte Beamte befindet auf der Grundlage eines Vorschlags der Verwaltung über die Gewährung der Beihilfe.

Die Beihilfe wird dem Unternehmen spätestens am 31. Dezember des Kalenderjahres nach demjenigen, in dem die Kosten anfallen, ausgezahlt.

§ 3. Der Betrag der Beihilfe wird zu Lasten des Basisartikels 51.05 des Programms 02 des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region angerechnet.

**Art. 7** - Im Falle einer Verlagerung des Unternehmens außerhalb der Europäischen Union und einer Einstellung der Tätigkeit, deren indirekte CO<sub>2</sub>-Kosten Gegenstand einer Beihilfe gewesen sind, innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren nach Auszahlung der Beihilfe ist diese vom Unternehmen zurückzuerstatten, es sei denn, die Einstellung ist die Folge eines Verbots der Tätigkeit durch die Behörden.

Die Beitreibung erfolgt nur für die Beihilfe, die die eingestellte Tätigkeit betrifft.

Im Falle einer Rückforderung der Beihilfe gilt der europäische Referenzzinssatz für die Beitreibung der unrechtmäßig gewährten staatlichen Beihilfen.

**Art. 8** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juni 2018

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,  
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung  
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203199]

**7 JUNI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van de toekenning van een toelage aan de ondernemingen ter compensatie van de indirecte emissiekosten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikel 9;

Gelet op het verslag van 9 juni 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 februari 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 april 2018;

Gelet op het besluit van de Europese Commissie van 16 maart 2018 tot goedkeuring van de steun voor ondernemingen ter compensatie van de indirecte emissiekosten overeenkomstig de richtsnoeren betreffende het Europese emissiehandelssysteem (EU-ETS);

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 23 april 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap;

Gelet op de mededeling van de Commissie tot vaststelling van richtsnoeren betreffende bepaalde staatssteunmaatregelen in het kader van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten na 2012, 2012/C 158/04 van 5 juni 2012;

Gelet op Marshall Plan 4.0, as IV, punt 3.5. "De compenserende mechanismen voor de bijkomende kosten van de emissiehandel inzake broeikasgassen implementeren ter bescherming van de concurrentiekracht van de ondernemingen";

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de "richtsnoeren": de mededeling van de Commissie tot vaststelling van richtsnoeren betreffende bepaalde staatssteunmaatregelen in het kader van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten na 2012, 2012/C 158/04 van 5 juni 2012;

2° de "Minister": de Minister van Economie,

3° de "administratie": het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek;

4° de "onderneming": de kleine of middelgrote onderneming waarvan de definitiecriteria degene zijn die bedoeld worden in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 108 en 187 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, alsook de grote onderneming beschouwd als een onderneming bepaald in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of een Europees economisch samenwerkingsverband die/dat niet voldoet aan de definitiecriteria van de kleine en middelgrote ondernemingen bedoeld in de in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 108 en 187 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

5° de "vestigingseenheid": de vestigingseenheid zoals bepaald in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

6° de "installatie": de vaste technische eenheid, in de vestigingseenheid, waarin één of meerdere producten die onder de sectoren en deelsectoren vermeld in bijlage II van de richtsnoeren ressorteren, vervaardigd worden;

7° de "indirecte emissiekosten": verhogingen van de kosten gebonden aan de broeikasgasemissies doorberekend in de elektriciteitsprijzen;

8° het "sectorakkoord": milieuovereenkomst in de zin van artikel D.82 van het Milieuwetboek betreffende de vermindering van broeikasgasemissies en de verbetering van de energie-efficiëntie;

9° de "verificateur": de instelling geaccrediteerd in België en buiten België overeenkomstig EN/ISO-norm en Verordening (EU) nr. 600/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de verificatie van broeikasgasemissie- en tonkilometerverslagen en de accreditatie van verificateurs krachtens Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad, of de instelling die over een bijkomende erkenning beschikt zoals bedoeld in artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE);

10° het "valideringsverslag": een verslag uitgevoerd door een verificateur waarin de door de onderneming verstrekte gegevens geanalyseerd worden om te bepalen of er met redelijke zekerheid kan worden gesteld dat deze gegevens geen beduidende onjuiste opgaven bevatten.

**Art. 2.** Deze toelage, hierna steun genoemd, kan overeenkomstig de richtsnoeren jaarlijks aan de onderneming toegekend worden voor één of meerdere installaties of subinstallaties om de kosten gebonden aan de broeikasgasemissies doorberekend in de elektriciteitsprijzen, die van 2017 tot en met 2019 gemaakt zijn, te compenseren.

De steun heeft alleen betrekking op het gedeelte van de indirecte emissiekosten gebonden aan overeenkomsten tot elektriciteitslevering waarin uitdrukkelijk vermeld wordt dat ze geen CO<sub>2</sub>-kosten bevatten.

**Art. 3.** Overeenkomstig de richtsnoeren kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar een steun toekennen aan de onderneming die:

1° met een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming aantoont dat ze aan de wettelijke bepalingen die de uitoefening van haar activiteit regelen en aan fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door de bevoegde administratie bepaalde termijnen;

2° een installatie in het Waalse Gewest uitbaat;

3° een valideringsverslag uitbrengt;

4° niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de interne markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard,

5° zich gaat inspannen voor energie-efficiëntie, waarbij ze ofwel een sectorakkoord sluit, ofwel ze aan de hand van alle relevante documenten aantoont dat zij deze aanpak toegeedaan is.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, kan de onderneming, in voorkomend geval, door de Administratie verzocht worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend.

De kosten gebonden aan het in het eerste lid, 3°, bedoelde valideringsverslag worden door de onderneming gedragen.

**Art. 4.** De berekening van het maximumbedrag van de steun wordt overeenkomstig afdeling 3.1. van de richtsnoeren uitgevoerd.

De steun wordt per installatie berekend. Elke installatie met toelaatbare indirecte emissiekosten wordt onderverdeeld in één of meerdere volgende subinstallaties:

1° subinstallatie waardoor een efficiëntiebenchmark voor elektriciteitsverbruik van toepassing is op het vervaardigde product in de zin van bijlage III van de richtsnoeren;

2° subinstallatie waardoor de fallback-benchmark voor elektriciteitsverbruik van toepassing op het vervaardigde product.

De totale steun betreffende een installatie is de som van de bedragen van de steunen per betrokken subinstallatie.

Het bedrag van de steun wordt jaarlijks door de Minister gewogen naar gelang van het totaalbedrag van de aanvragen die ten opzichte van de voor deze steun toegekende begroting in aanmerking komen.

**Art. 5.** De steunintensiteit wordt per kalenderjaar waarin de in artikel 2 bedoelde kosten zijn gemaakt, vastgesteld.

De intensiteit is 80 % voor de jaren 2017 en 2018.

De intensiteit is 75 % voor het jaar 2019.

**Art. 6.** § 1. De onderneming dient een steunaanvraag in elektronische versie en in papieren versie samen met het valideringsverslag in, overeenkomstig de voorschriften bepaald op de website van de administratie en uiterlijk op 31 maart van het kalenderjaar volgend op het jaar waarin de kosten bij de administratie zijn gemaakt.

In afwijking van het eerste lid dient de onderneming een aanvraag om steun in het kalenderjaar 2018 in, binnen twee maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De datum van verzending van de steunaanvraag aan de administratie heeft bewijskracht om de datum van indiening van de steunaanvraag te bepalen.

§ 2. De administratie analyseert het in aanmerking komen van de aanvraag en bepaalt het bedrag van de steun.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar beslist over de toekenning van de steun op grond van een voorstel van de administratie.

De steun wordt aan de onderneming betaald uiterlijk op 31 december van het kalenderjaar volgend op het jaar waarin de kosten zijn gemaakt.

§ 3. Het bedrag van de steun wordt aangerekend op basisallocatie 51.05. van programma 02 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

**Art. 7.** In geval van verplaatsing van de onderneming buiten de Europese Unie en van stopzetting van de activiteit waarvan de indirecte emissiekosten het voorwerp hebben uitgemaakt van een steun, binnen een periode van vijf jaar na de betaling van de steun, betaalt de onderneming bedoelde steun terug behalve indien de stopzetting het gevolg is van een verbod van de activiteit door de overheden.

De invordering wordt slechts voor de steun betreffende de stopgezette activiteit uitgevoerd.

In geval van terugvordering van de steun wordt de Europese referentievoet toegepast voor de terugvordering van de onverschuldigd uitbetaalde staatssteun.

**Art. 8.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juni 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203200]

**7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, et l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.250 et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 22 mars 2018;

Vu le rapport du 8 mars établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.360/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Considérant le programme wallon de développement rural, approuvé par la Commission européenne le 20 juillet 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les mots « 15 avril au 30 juin » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet ».

**Art. 2.** Dans l'article 10, 3°, de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, les mots « du 1<sup>er</sup> juillet au 15 avril » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> août au 31 mars ».